

Les *Niños* pendant la guerre civile espagnole, déplacements et placements (le cas de la Belgique)

MAITE MOLINA MÁRMOL

Aspirante FRS-FNRS – Université de Liège.

« *Ya hay un español que quiere
vivir y a vivir empieza
entre una España que muere
y otra España que bosteza.
Españolito que vienes
al mundo te guarde Dios.
una de las dos Españas
ha de helarte el corazón* ». »

Cette citation extraite de l'œuvre d'Antonio Machado (1875-1939), l'un des poètes espagnols les plus importants, mort en exil, témoigne du caractère fratricide qu'à revêtu la guerre de 1936-1939 pour beaucoup d'Espagnols. Ce conflit a néanmoins constitué bien plus qu'un affrontement civil : la guerre d'Espagne a en effet véritablement vu se jouer les prémices de la Seconde Guerre mondiale. Internationalement érigée en symbole de la lutte contre le fascisme, la guerre civile a pourtant été pour la population un « déchirement, à la fois national, familial et personnel² » qui a provoqué la division entre deux Espagnes, celle des vainqueurs et celle des vaincus : l'Espagne de l'exil et de l'« exil intérieur », de l'émigration et d'un « peuple sans parole³ ».

La situation des *Niños de la Guerra*, les « Enfants de la guerre » tels qu'ils sont encore désignés aujourd'hui malgré leur âge avancé, correspond effectivement à un

[1] « Un Espagnol voudrait déjà/vivre et commencer à le faire/entre une Espagne qui meurt/et une autre Espagne qui baille./Petit espagnol qui viens/au monde, Dieu te garde/l'une des deux Espagnes/te gèlera le cœur » (traduction personnelle). Antonio Machado, LIII de « Proverbios y cantares », *Campos de Castilla*.

[2] Guy Hermet, *L'Espagne au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1986, p. 80.

[3] D'après les expressions d'Alfred Fabre-Luce, *Le Monde* du 30 mars 1960. Cité dans Émile Témime, *La guerre d'Espagne*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 163.

déplacement de population dans un contexte violent. Ce déplacement, initié à l'appel d'un État, n'a toutefois pas été entrepris comme une action punitive ou sanctionnante, mais s'est inscrit dans une perspective protectrice, soucieuse de mettre à l'abri ceux qui symbolisent le mieux la figure de la victime innocente : les enfants.

Parallèlement aux déplacements de population internes au territoire espagnol, qui se mettent en place très rapidement, le gouvernement républicain lance un appel international pour l'accueil des enfants espagnols à l'étranger : le gouvernement basque depuis son exil parisien sollicite en premier l'aide étrangère, dans le contexte traumatique du bombardement de Guernica en avril 1937. Sept pays y répondent : la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, le Mexique, les Pays-Bas et l'URSS, alors que la Suède et la Norvège s'engagent à soutenir des colonies accueillant des enfants en France.

Le présent article entend fournir les principaux repères relatifs à cette page de l'histoire espagnole qui a déjà été largement étudiée⁴. Plus que d'un nouvel éclairage ou de données inédites, l'apport se situe du côté d'une proposition de synthèse en ce qui concerne le cas de la Belgique où l'exil lié à la guerre d'Espagne s'est pratiquement limité à l'arrivée des *Niños* : seules 793 personnes de nationalité espagnole s'installent en effet sur le territoire belge entre 1935 et 1939⁵ alors que près de 5 000 *Niños* trouvent refuge à la même période.

Bref rappel des événements de la guerre civile espagnole et des déplacements de population subséquents

La complexité du contexte dans lequel se déclenche la guerre civile espagnole requiert la mise en place de quelques repères historiques⁶. Nostalgique de la puissance perdue avec ses colonies à la fin du XIX^e siècle, l'Espagne du début du XX^e siècle est en proie à une série de problèmes dont témoigne l'abdication d'Alphonse XIII en 1923 : en premier lieu, l'importante crise agraire – la moitié de la population active en 1914 est employée dans l'agriculture –, d'autant plus difficile à résoudre que la situation diffère largement d'une région à l'autre du pays ; en second lieu, le

[4] Cf., notamment pour la France, l'ouvrage collectif *Enfants de la guerre civile espagnole : vécus et représentations de la génération née entre 1925 et 1940* (Colloque tenu à Paris du 11 au 13 décembre 1997, par le groupe de travail Péninsule Ibérique, du Centre d'Histoire de l'Europe du XX^e siècle), Paris, l'Harmattan, 1999 ainsi que l'ouvrage de référence de Jésus Alonso Carballes, 1937. *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Ed. ANE 37, 1991.

Je ne suis pas ailleurs pas une historienne de l'exil espagnol, ayant plutôt travaillé sur l'immigration « économique » des trente glorieuses, et m'intéressant plus spécifiquement à la mémoire collective et aux processus de patrimonialisation de l'exil et de l'immigration espagnols en Belgique dans le cadre de ma thèse.

[5] María José Sánchez, « Les Espagnols en Belgique au XX^e siècle », Anne Morelli (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique, de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, 2004 [1992], p. 279-296.

[6] En dehors des ouvrages de Guy Hermet et Émile Témime déjà cités, cf. l'ouvrage de référence d'Hugh Thomas, *La guerre d'Espagne. Juillet 1936 – mars 1939*, Paris, Robert Laffont, 1985.

développement industriel du pays, assez faible dans l'ensemble, mais qui provoque néanmoins des affrontements sociaux qui vont progressivement se durcir. Par ailleurs, les revendications autonomistes, essentiellement basques et catalanes, connaissent un renouveau dès 1873 avec les thèses fédéralistes auxquelles se rattacheront les républicains. L'option idéologique, enfin, joue un rôle non négligeable dans ce pays dans lequel « le fait de ne pas croire en Dieu était considéré [...] comme une option politique en soi⁷ » et où à partir de 1931 la religion devient « le point sensible de la politique⁸ », la soumission des prêtres à la haute société et l'opulence provocante de l'Église posant de plus en plus problème aux masses populaires.

La seconde république espagnole, qui est proclamée le 14 avril 1931, hérite de l'ensemble de ces problèmes. Dirigé par une large coalition regroupant toutes les forces politiques, excepté l'extrême droite et les anarchistes, le gouvernement mène une politique d'équilibre constant entre les revendications de la masse et celles de la bourgeoisie, d'autant plus qu'il s'efforce de convaincre de sa modération. Les élections législatives du mois de juin 1931 reconduisent malgré tout la coalition républicaine qui instaure les lois sur le divorce, la réforme agraire – qui sera dans les faits bien peu effective – et la mise en place d'un enseignement laïque. L'opposition de la droite se fait néanmoins de plus en plus palpable et en 1932 voit le jour la *Confederación Española de Derechas Autónomas* (CEDA). La gauche perd les élections de 1933 et un an plus tard, la CEDA accède au pouvoir, ce qui enclenche un retour en arrière sur l'ensemble des acquis sociaux hérités du précédent gouvernement, mais également un véritable mouvement insurrectionnel à Madrid, en Catalogne et dans les Asturies. Dans cette dernière région, une union des gauches voit le jour entre socialistes, communistes, anarchistes et trotskystes. L'insurrection des Asturies est réprimée par la République qui y envoie déjà un certain général Franco.

Dans ce contexte, les forces politiques se polarisent et la gauche, rassemblée en un Front populaire dès octobre 1935, gagne les élections municipales du 16 février 1936 et poursuit une politique de revanche, se souciant peu de l'équilibre du pays. L'assassinat du leader monarchiste José Calvo Sotelo à Madrid le 13 juillet 1936 ne sert que de prétexte à une conjuration déjà préparée de longue date par les militaires : le 17 juillet 1936, le général Franco, à la tête des troupes du Protectorat du Maroc, se soulève à Melilla contre le gouvernement espagnol du Front populaire. Le 21, alors que seule une partie de l'Andalousie suit le mouvement insurrectionnel (Huelva, Séville, Cadix, une petite partie de la province de Cordoue et la ville de Grenade), au nord, l'insurrection réussit en Galice, Navarre, Vieille-Castille et à Cáceres. De part et d'autre de cette ligne de démarcation imaginaire s'opposent désormais deux Espagnes. L'évolution du conflit n'est cependant pas seulement tributaire du contexte local.

[7] *Ibid.*, p. 36.

[8] *Ibid.*, p. 212.

Alors que dès 1937, la droite dépasse ses divergences et se rassemble sous la bannière de la *Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista* (FET y de las JONS), la gauche se déchire entre les partisans d'un bouleversement immédiat des structures économiques, sociales et institutionnelles et ceux luttant pour le raffermissement de l'État et la reconstruction de l'armée. Parallèlement, au niveau international, le pacte de non-intervention adopté par la plupart des grandes puissances européennes et les États-Unis dès le 3 août 1936 joue en défaveur de la République puisque l'Italie et l'Allemagne n'hésitent pas à soutenir les nationalistes : « en réalité, l'Espagne est l'objet d'une lutte d'influence entre les grandes puissances, et elle sera délibérément sacrifiée par la diplomatie britannique qui non seulement poursuit une politique de paix à tout prix, mais qui considère d'un mauvais œil la révolution espagnole, et la voit comme presque plus dangereuse qu'une victoire fasciste⁹ ». Seule l'URSS s'engage à fournir une aide matérielle – contre rétribution – à la République à partir d'octobre 1936 et organise l'envoi des Brigades internationales, compagnies de volontaires de tous les pays qui s'engagent en soutien aux troupes républicaines.

L'exode de Catalogne, à la fin du mois de janvier 1939, marque la défaite républicaine et le véritable début de l'exil. Si ce sont ces images, celles de la *Retirada* qui viennent d'abord à l'esprit lorsque l'on évoque l'exil espagnol, il faut prendre en compte que l'Espagne connaît entre 1936 et 1939 plusieurs déplacements de population intérieurs organisés parfois par le gouvernement – telle l'évacuation de la population de Madrid vers Valence et la Catalogne en janvier 1937 –, mais également différentes vagues d'émigration. Louis Stein en dénombre cinq, « chacune d'elles est liée à une campagne militaire spécifique durant laquelle les nationalistes étendent leur domination sur d'anciens territoires républicains¹⁰ ».

Le Portugal étant sous la dictature de Salazar depuis 1933, la France devient la destination privilégiée des républicains et elle est d'ailleurs rapidement débordée. Déjà, lorsque la sortie des Espagnols prend pour la première fois un caractère massif avec la campagne d'Aragon en mars – avril 1938, le gouvernement français décide de fermer ses frontières à partir de juin jusqu'à la fin de l'année 1938 et vote en novembre le décret prévoyant l'internement des « étrangers indésirables », non pour ce qu'ils ont fait, mais pour le danger potentiel qu'ils représentent. Le transfert du gouvernement républicain à Figueras, à la frontière, le 26 janvier 1939 marque le début de l'exode, avec le reflux de la population civile et de l'armée républicaine, qui suscite à nouveau la tentation de la part du gouvernement français de fermer ses frontières. Le 21 janvier, a déjà été voté le décret concernant l'ouverture du premier « centre de rassemblement » à Rieucros, en Lozère¹¹.

[9] Émile Témime, *op. cit.*, p. 99.

[10] Louis Stein, *Par-delà l'exil et la mort. Les républicains espagnols en France*, Paris, Mazarine, 1981, p. 20.

[11] Concernant les camps de concentration en France, se référer aux recherches de Geneviève Dreyfus-

Du 2 au 9 février, la frontière s'ouvre complètement aux femmes, enfants et vieillards, mais également aux unités militaires entières qui convergent vers la frontière sur quelques dizaines de kilomètres pendant une vingtaine de jours. La plupart arrivent par les postes gardés par la douane et l'armée françaises qui en profitent pour désarmer les républicains. Mais d'autres prennent les chemins de la clandestinité, ceux de la montagne, et errent pendant des jours sans toujours parvenir à rejoindre la France. Quelle que soit la voie empruntée, ce sont des camps, improvisés sur les plages du sud de la France, qui attendent les Espagnols à leur arrivée : les camps d'Argelès-sur-Mer et de Saint-Cyprien (dans les Pyrénées orientales) accueillent pendant les deux premières semaines pratiquement les deux tiers des internés. 180 000 hommes, femmes et enfants y sont parqués dans des conditions à la fois dégradantes et insalubres.

Le 15 février 1939, 514 337 réfugiés se trouvent en France dont 300 000 miliciens et parmi les civils, 78 162 femmes, 78 629 enfants et 57 546 vieillards et invalides¹². Le 21 février, Franco préside le défilé de la victoire et quelques jours plus tard, la France et la Grande-Bretagne reconnaissent son gouvernement comme seul gouvernement légitime espagnol. Madrid tombe fin mars et Alicante, dernier bastion républicain, est bientôt entouré. La Société des Nations, malgré la promesse faite, n'envoie pas au port resté républicain des bateaux pour l'évacuation des vaincus. Ce n'est que grâce à la générosité du capitaine anglais du célèbre *Stanbrook* que certains exilés peuvent fuir, prenant la direction du continent africain, suivant ainsi la flotte républicaine qui quitte Carthagène le 5 mars 1939. Ils seront 19 000 à se répartir entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie¹³.

En été 1939, il y a encore 200 000 réfugiés espagnols en France. En raison des conditions de vie misérables dans les camps d'internement français et à la suite de l'appel au retour fait par Franco « à ceux qui n'auraient pas les mains tachées de sang », en promettant l'indulgence du régime, beaucoup sont rentrés en Espagne. D'autres ont préféré une tierce destination, souvent l'Union Soviétique (6 000) ou l'Amérique latine – majoritairement le Mexique (8 000, les 6 000 autres se répartissant entre le Chili, la République Dominicaine et le Venezuela)¹⁴. En effet, lorsque la Seconde Guerre mondiale se déclenche, les Espagnols sont amenés à poser des choix et s'ils désirent rester en France – ce que feront 140 000 d'entre eux¹⁵ –, ils doivent s'engager dans la Légion étrangère ou, pour contribuer à l'effort de guerre, dans les Bataillons de marche et les Compagnies de travailleurs étrangers (devenues ultérieurement Groupements

Armand, notamment *Les camps sur la plage, un exil espagnol*, Paris, Autrement, 1995.

[12] *Ibid.*, p. 134 (annexe I : tableau récapitulatif des flux migratoires de l'Espagne vers la France, 1939-1941. État de la question).

[13] Pour les chiffres de l'exil, qui correspondent à décembre 1939, cf. Ministerio de Trabajo e inmigración. Secretaria de Estado de Inmigración y Emigración (30/12/10), *Exiliados. España en una maleta : Mapa del exilio republicano español* [en ligne], <http://www.exiliadosrepublicanos.info/es/mapa>

[14] *Idem.*

[15] *Idem.*

de travailleurs étrangers). Beaucoup de ceux qui choisissent de rester en France participent à la Résistance, considérant leur engagement comme un prolongement de leur combat entamé en Espagne. Alors que le gouvernement de Franco retire la nationalité espagnole aux exilés et à leurs descendants – les réfugiés se retrouvant sous la protection de certaines institutions internationales comme la Croix-Rouge ou l'Organisation des Nations Unies (ONU) – leur participation à la lutte contre le fascisme ne se soldera pas, comme ils l'espéraient, par la mobilisation des puissances européennes contre le régime franquiste.

Qu'en est-il de la position de la Belgique ? Malgré une exposition moindre au risque d'une arrivée massive de réfugiés, le gouvernement belge émet dès 1937 des réserves quant à l'admission d'Espagnols ayant combattu en Espagne, ceux-ci étant susceptibles de constituer un « problème de sécurité publique¹⁶ ». Proportionnellement, le nombre de réfugiés arrivé en Belgique est de peu d'ampleur au point que dans les statistiques, le pays est regroupé avec la Grande-Bretagne, le Danemark et la Suisse, qui accueillent en tout 3 000 réfugiés¹⁷. Le peuple belge manifeste toutefois à de nombreuses reprises son soutien à la République, par de nombreuses collectes de vivres et d'argent, par des manifestations publiques de soutien à la tête desquelles se trouvent les partis, syndicats et organisations de gauche¹⁸, mais également à travers l'accueil des Niños.

Avant d'envisager plus spécifiquement cette page de l'histoire commune entre l'Espagne et la Belgique, il reste à rappeler qu'au terme de la guerre, le bilan est lourd pour l'Espagne : 500 000 victimes directes, 300 000 émigrés permanents et

[16] Selon les termes utilisés par Paul Henry Spaak dans des courriers adressés au Baron Cartier de Marchiennes, ambassadeur à Londres, et datés du 28 juin 1937 et 3 juillet 1937. Cité dans B. Garfinkels, *Belgique, terre d'accueil. Problème du réfugié 1933-1940*, Bruxelles, Labor, p. 172, cité dans Christelle Heredia Sánchez, *L'exportation de la guerre civile espagnole en Belgique*, Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de licencié en Histoire, Université de Liège, 2002, p. 33.

[17] Ministerio de Trabajo e inmigración. Secretaria de Estado de Inmigración y Emigración (30/12/10), *Exiliados. España en una maleta : Mapa del exilio republicano español* [en ligne], <http://www.exiliadosrepublicanos.info/es/mapa>. Il faut souligner que l'éloignement géographique entre la Belgique et l'Espagne double la difficulté pour les exilés de s'installer dans ce pays du fait qu'il n'existe pas de réseaux importants issus de vagues migratoires antérieures, comme c'était le cas en France ou en Amérique latine. Au XIX^e siècle, la proportion des Espagnols en Belgique est dérisoire au point qu'ils ne figurent pas dans les nationalités recensées en 1890. En 1900, les 432 ressortissants recensés constituent 0,2 % de la population étrangère [Recensement Général de la Population et des Logements au 1^{er} mars 1991 : La population allochtone en Belgique, op. cit. [tableau n° 1, pp. 16-18]]. Ce n'est que dans les années 1920 que leur présence devient significative : une émigration économique, bien que marginale, s'installe principalement à Bruxelles, Liège et Anvers. Certaines personnalités politiques opposées à la dictature de Primo de Rivera sont également présentes en Belgique. L'Institut national de statistiques comptabilise 1 218 Espagnols sur le territoire belge avant 1925 (María José Sánchez, op. cit., p. 279).

[18] Concernant la question de la position de la Belgique pendant la Guerre d'Espagne, cf. le numéro spécial de la *Revue belge d'histoire contemporaine* consacré à cette question en 1987. Pour un exemple plus détaillé, celui de la région liégeoise – dont l'une des particularités a été que la fédération locale du POB s'est distinguée dans son opposition à la direction du parti participant à un gouvernement cautionnant la politique de non-intervention –, cf. Linda Musin-Flagothier, « Le POB liégeois et la guerre d'Espagne », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine : La Belgique et la guerre civile d'Espagne*, Bruxelles, n° spécial, 1987, p. 315-341.



De nombreux intellectuels et militants apportent leur soutien à la cause républicaine et dénoncent la situation en Espagne. Parmi eux figure Paul Nothomb, le romancier et philosophe belge qui rédige cette brochure préfacée par la figure emblématique du Parti ouvrier belge, Émile Vandervelde. (Bruxelles, s.d., Coll. Association des *Niños de la Guerra* de Soumagne).

avec la perte de ces 800 000 vies humaines, c'est l'élite de la nouvelle génération qui disparaît¹⁹. Concernant plus spécifiquement les enfants, Ramón Salas Larrazabal estime que 138 000 d'entre eux ont perdu la vie pendant le conflit et il faut y ajouter les conséquences de la chute de la natalité qui a provoqué, toujours selon le même auteur, 557 185 naissances en moins qu'en des conditions normales²⁰.

L'ÉVACUATION DES ENFANTS

Pendant le conflit de 1936-1939, les enfants sont les premiers touchés par les déplacements de population : en 1937, il existe 564 colonies accueillant 45 248 enfants, principalement en Catalogne et dans le Levant²¹. Ces institutions, parfois installées dans des bâtiments réquisitionnés à leurs propriétaires, sont mises en place afin d'éloigner les enfants des lieux d'affrontement tout en assurant leur qualité de vie et la continuité de leur apprentissage scolaire, en droite ligne avec les idéaux défendus par la République.

Les évacuations vers l'étranger se présentent néanmoins très tôt comme une nécessité et c'est ainsi que dès septembre 1936, deux mois après le début du conflit,

[19] Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 711-713.

[20] Fundación Francisco Largo Caballero (FFLC) (18/10/12), *El exilio español de la guerra civil. Los Niños de la Guerra*, [en ligne] http://www.ugt.es/fflc/exposiciones/ninosguerra/ng_cap01.htm

[21] César Alcalá, *Los niños del exilio (1936-1939)*, Madrid, Sekotia, 2010, p. 21.

un premier groupe d'enfants quitte le Front nord pour la France. Les premières expéditions officielles ne sont organisées qu'en mars 1937, l'une composée de 450 enfants basques part pour l'île d'Oléron, la seconde avec 72 enfants pour l'URSS²².

Après l'appel lancé par le gouvernement basque à la suite du bombardement de Guernica en avril, 20 000 enfants basques sont évacués, 15 000 d'entre eux arrivant en France avant d'être en partie envoyés vers la Belgique, l'URSS et la Suisse²³. Au cours de l'année 1938, l'avancée des troupes de Franco aggrave le problème des évacuations et les colonies espagnoles deviennent de simples refuges où les activités d'assistance et d'éducation qui donnaient initialement sens au projet ne peuvent plus être assurées. Dans ce cadre, les évacuations à l'étranger s'intensifient : la France (20 000 enfants), la Belgique (5 000), la Grande-Bretagne (4 000) et l'URSS (2 900) sont les principaux pays d'accueil, alors que seuls de petits groupes sont envoyés au Danemark (100) et en Suisse (800). Au Mexique, les *Niños de Morelia*, du nom de la ville où ils sont accueillis, sont 451 à arriver en bateau depuis Bordeaux²⁴.

Ces départs vers l'étranger ont constitué des moments difficiles. Beaucoup de parents refusent en effet de se séparer de leurs enfants et le Ministère de l'Instruction publique ainsi que d'autres organismes politiques et syndicaux de gauche tentent de les convaincre par l'édition de pancartes et d'affiches invitant à envoyer les enfants vers des zones plus sûres. Ce sont finalement la panique et la peur consécutives aux bombardements qui persuadent les parents de la nécessité de mettre les enfants à l'abri des périls de la guerre, de la faim et des maladies²⁵. Environ 32 000 enfants sont évacués pendant le conflit et l'exil de 1939 marque la sortie du pays de près de 70 000 d'entre eux²⁶.

La plupart des *Niños* qui arrivent en Belgique viennent, en train ou en car, des colonies de France où ils ont transité pendant un intervalle de temps variable. C'est notamment le cas pour une partie des enfants basques évacués vers l'île d'Oléron dont la majorité (300 des 450) arrive le 22 avril 1937, à la gare de Mouscron d'où ils sont conduits au home socialiste Émile Vandervelde d'Oostduinkerke. La première expédition, composée de 25 enfants espagnols, date du 2 décembre 1936, mais globalement, il est possible de différencier deux vagues principales, correspondant

[22] FFLC (18/10/12), *El exilio español de la guerra civil. Los Niños de la Guerra*, [en ligne], http://www.ugt.es/fflc/exposiciones/ninosguerra/ng_cap04.htm

[23] Dorothy Legaretta, « Hospitality to the basque refugee children in Belgium », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine : La Belgique et la guerre civile d'Espagne*, Bruxelles, n° spécial, 1987, p. 276. À noter que de la France, d'autres départs se feront ultérieurement vers le Mexique, le Chili ou Cuba.

[24] Pour l'ensemble des données chiffrées de ce paragraphe, cf. César Alcalá, *op. cit.*, p. 22.

[25] Centro Documental de la Memoria Histórica de Salamanca (CDMH), « Introducción », Digitalización de los archivos belgas sobre Niños, CEGES y AMSAB [23 février 1937 à 15 septembre 1943] [2 CD pas encore inventoriés].

[26] FFLC (18/10/12), *El exilio español de la guerra civil. Los Niños de la Guerra*, [en ligne] http://www.ugt.es/fflc/exposiciones/ninosguerra/ng_cap04.htm

aux avancées des troupes franquistes : la première, essentiellement composée d'enfants originaires du Pays Basque, a lieu durant les mois d'avril, mai et juin 1937, lors de la perte des combats sur le front nord ; la seconde est liée à la chute de la Catalogne et à l'exode final, en janvier et février 1939. Des 5 130 *Niños* accueillis en Belgique, 3 100 sont originaires du Pays Basque²⁷.

L'ACCUEIL DES NIÑOS DE LA GUERRA EN BELGIQUE

La particularité de l'accueil en Belgique tient à sa polarisation entre les organisations catholiques et celles de gauche structurées plus spécifiquement autour, d'une part, de l'Œuvre des enfants basques mise en place par le Cardinal Van Roey ; d'autre part, du Comité national pour l'hébergement des enfants espagnols (CNHEE) créé à la fin de l'année 1936 et basé à la Maison du Peuple de Bruxelles, qui rassemble notamment le Parti ouvrier belge (POB, ancien Parti socialiste), le Parti communiste belge et les Femmes prévoyantes socialistes. D'autres organisations se voulant « neutres » prennent également en charge l'accueil des enfants, notamment la section belge de l'Office international pour l'enfance et la Croix-Rouge qui organise le Comité neutre d'assistance aux enfants espagnols (CNAEE). Globalement, la moitié des *Niños* est prise en charge par le CNHEE, un peu moins d'un quart (1 200) est confié au secteur catholique et 1 000 enfants sont répartis entre la Croix-Rouge (192) et d'autres organismes de gauche tels que le Secours rouge international (320), le Groupe espagnol pour la défense de la République (312 ; l'organisation est liée à la *Casa de España* de Bruxelles, le centre culturel de l'Ambassade espagnole)²⁸ ou encore le Département d'assistance sociale du gouvernement d'Euzkadi qui collabore avec le Home belgo-basque de Marchin-Lez-Huy²⁹.

Une autre spécificité de l'accueil en Belgique tient au fait que dans le contexte du pacte de non-intervention, ce sont des organismes non gouvernementaux qui assurent le déplacement et l'installation des petits espagnols – seuls le Mexique et l'URSS font exception à la règle. En Belgique, le gouvernement prend néanmoins la décision d'accorder des allocations familiales aux familles adoptives³⁰.

Par ailleurs, si le CNHEE et l'Œuvre du Cardinal Van Roey prennent en charge le déplacement des enfants espagnols entre la France et la Belgique, il semble que certaines arrivées clandestines aient également eu cours³¹. Les enfants accueillis par les

[27] Dorothy Legaretta, *op. cit.*, p. 276.

[28] *Ibid.*, p. 280.

[29] FFLC (18/10/12), *El exilio español de la guerra civil. Los Niños de la Guerra*, [en ligne] http://www.ugt.es/fflc/exposiciones/ninosguerra/ng_cap05.htm

[30] Dorothy Legaretta, *op. cit.*, p. 276.

[31] CDMH, Digitalización de los archivos belgas sobre Niños, CEGES y AMSAB, Dossier de correspondance administrative belge (disque 1) : Correspondance des groupes de défense pour l'enfance espagnole et belge (documents 11-14).



La colonie Achille Galopin accueillant 66 petits espagnols (Comblain-au-Pont, 1939, Coll. Association des *Niños de la Guerra* de Soumagne).

organisations catholiques sont parfois accompagnés de prêtres basques volontairement exilés³² mais certains délégués envoyés par le Cardinal se rendent également dans les colonies françaises pour y sélectionner les enfants. Les organisations catholiques posent comme condition à leur action que les organisations basques n'interviennent en aucune manière dans le processus, que le transport des enfants soit pris en charge par une tierce organisation et qu'enfin les enfants se trouvent en bonne santé³³. À leur arrivée, les *Niños* sont répartis entre Anvers, Bruxelles et Malines. Les familles « adoptives » catholiques font preuve d'une grande générosité, un tiers d'entre elles prenant la décision d'adopter plus d'un enfant afin de ne pas séparer les fratries. Les garçons les plus âgés, les plus difficiles à placer dans les familles, sont envoyés par demi-douzaines dans des institutions ecclésiastiques³⁴. Quant aux *Niños* pris en charge par le CNHEE, ils sont généralement d'abord dirigés vers les colonies socialistes situées sur la côte belge (le Home Émile Vandervelde, le Lys Rouge à Heist-sur-Mer ; en Wallonie, la Colonie Achille Galopin de Comblain-au-Pont) pour les rétablir et les soigner avant de les confier aux familles d'adoption. Il est proposé aux familles d'accueillir un enfant chez elles, mais d'autres modalités d'intervention sont possibles, qu'il s'agisse de cotisations permettant de subventionner les colonies ou du parrainage d'un enfant en particulier.

Il reste à souligner que l'accueil dans les familles ne va pas sans poser problème. Comme cela a déjà été évoqué, la plupart des familles marquent d'emblée leur préférence

[32] Il faut en effet rappeler la spécificité du clergé basque pendant la guerre d'Espagne, qui s'est résolument rangé du côté de la République à la différence du reste de l'Église qui a soutenu les nationalistes dans leur « croisade contre le bolchévisme ».

[33] Dorothy Legaretta, *op. cit.*, p. 281.

[34] *Ibid.*, p. 282.

pour des enfants en bas âge et les petites filles. Ainsi, le sentiment de rejet qu'ont pu connaître certains enfants double la séparation déjà très douloureuse des frères et sœurs. D'autres problèmes quotidiens se posent, dont témoignent sporadiquement les archives. Une mère espagnole se plaint par exemple aux autorités espagnoles du fait que sa fille, malade, n'est pas soignée et est de plus contrainte de travailler³⁵. Dans le cadre de la gestion de la vie quotidienne, une place importante est occupée par la question religieuse et alors que les organisations syndicales entreprennent de rappeler aux parents qu'il est préférable de ne pas inscrire les enfants au cours de religion à l'école³⁶, on trouve trace dans les archives des plaintes d'une mère espagnole demandant que sa fille soit retirée d'une famille socialiste dont les parents tiennent de surcroît un café³⁷. En témoigne encore l'extrait suivant, tiré d'une lettre qu'un *Niño* accueilli en Belgique adresse à sa mère réfugiée en France et qui émeut par l'écriture enfantine, presque phonétique, et les faits rapportés : « *Daniel y Jesus vamos a la escuela de mi papa de la casa que estoy y sabemos ablar en Belga. Yo peso 41 kilos y Daniel 27. [...] Mama dime aber sie echo el bautismo que yo no me acuerdo*³⁸. »

RESTER OU RETOURNER ?

L'évacuation des *Niños* est initialement conçue comme temporaire par les autorités espagnoles. Rapidement cependant, différents cas de figure se présentent et il arrive que certains parents s'adressent directement aux familles d'accueil en leur demandant de ne pas renvoyer leurs enfants en Espagne. Parallèlement, le rapatriement revêt des modalités diverses selon les pays et alors que la Belgique, la France ou la Grande-Bretagne entreprennent d'en faciliter les modalités, le Mexique et l'URSS, n'entretenant pas de relations avec l'Espagne franquiste, s'y refusent.

Les retours en Espagne n'attendent pourtant pas la fin du conflit. En Belgique, les enfants accueillis par les organisations catholiques sont rapatriés dès août 1937. Après la chute du front nord, le Pape fait en effet pression sur les autorités ecclésiastiques pour le renvoi des enfants dans les territoires occupés par Franco³⁹. Ce n'est qu'à partir d'avril 1939, après la chute de la République, et avec le pressentiment de l'imminence du deuxième conflit mondial que les autorités belges s'interrogent sur la sécurité future des enfants espagnols présents dans le pays. Peu avant l'invasion allemande

(35) Archivo General de la Administración (AGA), Embajada de España en Bruselas, Sociedad y Trabajo (17), Repatriación Niños : 1937-1939 (54/15616). Certains témoignages rapportent qu'adopter une petite Espagnole constitue parfois l'opportunité d'avoir, à moindres frais, une domestique docile et contrôlée...

(36) CDMH, *Digitalización de los archivos belgas sobre Niños*, CEGES y AMSAB, Dossier de correspondance entre parents d'accueil et les autorités belges (disque 2) : lettre du 6 septembre 1937.

(37) AGA, Embajada de España en Bruselas, Sociedad y Trabajo (17), Repatriación Niños : 1937-1939 (54/15616).

(38) « Daniel et Jésus allons à l'école du papa de la maison où je suis et nous savons parler le belge. Je pèse 41 kilos et Daniel 27. [...] Maman, dis-moi si j'ai fait le baptême, moi je ne m'en souviens plus » [traduction personnelle]. CDMH, *Cartas de Niños*, [volume relié], lettre datée du 5 novembre 1937.

(39) Dorothy Legaretta, *op. cit.*, p. 284-285.

de mai 1940, les autorités font pression pour faciliter et accélérer le rapatriement auquel s'opposent dans un premier temps les organisations de gauche qui refusent tout contact avec l'Espagne franquiste. La situation évolue lorsque la Croix-Rouge est officiellement désignée par le gouvernement belge pour prendre en charge les rapatriements qui sont gérés à travers la Commission neutre pour le rapatriement des enfants espagnols⁴⁰.

Les milieux de gauche sont par ailleurs conscients des difficultés à venir pour les familles d'accueil dont les hommes risquent d'être appelés sous les drapeaux et leur entourage de connaître des difficultés économiques. C'est ainsi que la FGTB et le POB précisent dans une lettre destinée aux familles d'accueil qu'ils ne pourront plus assumer aucune des responsabilités quant aux charges, hébergement et rapatriement des enfants non-orphelins qui resteraient en Belgique après le 10 octobre 1939, date du dernier rapatriement gratuit d'enfants espagnols organisé par le gouvernement belge⁴¹.

Il est à noter que la FET y de las JONS, organisée en Belgique, et plus particulièrement à Bruxelles, depuis 1934 et dont l'activité s'accroît sous l'occupation allemande, prend occasionnellement en charge certains rapatriements, ce qui est le cas en septembre 1943 pour 13 enfants espagnols⁴².

Finalement, même si les quantifications restent délicates⁴³, il semble qu'un peu plus de 1 300 *Niños* s'installent définitivement en Belgique, dont une partie est officiellement adoptée par leur famille d'accueil.

ÉLÉMENTS DE CONCLUSION

La mobilisation de la population belge en faveur de la République n'a pas failli à l'heure d'accueillir les *Niños de la Guerra*. Par contraste, il semble que leur départ se soit effectué dans une plus grande indifférence, sans doute due au contexte de la montée de la tension avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Des enfants espagnols qui restent en Belgique, certains oublient leur langue maternelle, mais la plupart restent attachés à leurs racines et culture et continuent de défendre la cause républicaine. Parmi les plus âgés, d'aucuns participent à la Résistance, mais il reste peu de traces de cette page de l'implication des Espagnols en Belgique, si ce n'est quelques témoignages ou les cartes du Front pour l'indépendance conservées au Musée de la Résistance d'Anderlecht, dont le nom de certains des titulaires revêt une consonance clairement hispanique. Après 1945, une partie des enfants

[40] CDMH, Digitalización de los archivos belgas sobre Niños, CEGES y AMSAB, Dossier de correspondance entre parents d'accueil et autorités belges (disque 2), Lettre de la Fédération générale des travailleurs de Belgique de Liège-Huy-Waremme, au nom du Comité d'Aide aux enfants espagnols (16 septembre 1939).

[41] *Idem*.

[42] CDMH, Digitalización de los archivos belgas sobre Niños, CEGES y AMSAB, Dossier rapatriement et avis de recherche, permis de séjour (disque 1).

[43] Les témoignages rapportent par exemple la pratique d'allers-retours fréquents, mais clandestins, à pied ou à vélo, entre la Belgique et la France pendant la Deuxième Guerre mondiale.

se retrouve au sein de groupes militants antifranquistes de différentes obédiences politiques, notamment dans des organisations unitaires républicaines qui voient le jour directement après la guerre à Bruxelles (*Agrupación Republicana Democrática Española*) et à Liège (*Agrupación Republicana Española de Lieja*).



Cinq *Niños de la Guerra* recueillis en 1938 au lieu-dit « Hatray » (Mont-Comblain) et accueillis par Eugène Daxhelet (Coll. Institut d'histoire ouvrière économique et sociale – IHOES, Seraing).

Le gouvernement belge a très tôt pris conscience de l'engagement des *Niños* et de sa prégnance, comme en témoigne une lettre datée du 4 février envoyée par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur au ministre de la Justice dans laquelle il est précisé que « le gouvernement ne s'opposera pas à ce que des œuvres privées fassent venir des enfants espagnols en Belgique pour les placer dans des familles privées à condition qu'ils ne se trouvent pas exposés à être impliqués dans des manifestations politiques⁴⁴. »

Beaucoup de *Niños* construisent entièrement leur vie en Belgique, certains y revenant même après leur rapatriement en Espagne, en tant qu'immigrés économiques – pour rappel, la Belgique est le premier pays européen avec lequel l'Espagne signe un traité bilatéral d'émigration, le 28 novembre 1956.

Si certains entreprennent plus ou moins rapidement de retrouver de manière individuelle cette page de leur histoire afin d'en garder la trace et de la transmettre⁴⁵, ce n'est qu'à la fin des années 1980 que se constituent des associations de *Niños* en Belgique. La première voit le jour en 1987 à Soumagne, en région liégeoise, à l'occasion de l'organisation d'une exposition célébrant le cinquantième anniversaire de l'arrivée d'un groupe d'enfants espagnols à la Société Générale coopérative de Micheroux. À cette occasion sont rassemblées de nombreuses archives personnelles et c'est le point

[44] Ibid., Dossier de correspondance administrative belge (disque 1) : correspondance en provenance du Ministère de la Justice belge (documents 22 à 27).

[45] Cf. Luis de Castresana, *El otro árbol de Guernica*, Bilbao, El Arenal, 1967 et Emilia Labajos Pérez, *La casa de los geranios*, Escritos, 2003 (version française : *L'exil des enfants de la guerre d'Espagne [1936-1939] : la maison aux géraniums*, Paris, L'Harmattan, 2005).

de départ de rencontres ponctuelles qui se maintiennent encore aujourd'hui et se prolongent par des voyages en groupe en Espagne. L'association s'élargit d'ailleurs rapidement à l'ensemble du territoire belge, mais connaît une scission en 1992, date à laquelle se crée une deuxième association à Bruxelles. Il est intéressant de remarquer que la création de la *Asociación de Niños evacuados en el 37* est concomitante au processus qui se met en place en Belgique puisque celle-ci voit le jour en 1986 à Bilbao.

Depuis lors, l'intérêt pour cette page de l'histoire belgo-espagnole ne cesse de croître comme en témoigne toute une série d'initiatives entreprises de part et d'autre, qu'elles revêtent un caractère commémoratif ou veuillent contribuer à la connaissance historique de ces événements⁴⁶. Envisager ces manifestations en détail nous amènerait à déborder le cadre de cet article pour prendre en compte leur dimension mémorielle.

Je me contenterai donc de préciser que cet intérêt en Espagne émerge dans le contexte d'un retour sur les événements de la guerre civile entrepris depuis le milieu des années 1990 alors que la transition espagnole s'était fondée sur un « pacte d'oubli » qui devait permettre au pays de cicatriser ses blessures et d'avancer⁴⁷. Ce retour a notamment abouti au vote des trois lois dites « de la mémoire historique » entre 2005 et 2007, sous le gouvernement socialiste de Rodríguez Zapatero. La première de ces lois « reconnaissant une prestation économique aux citoyens d'origine espagnole déplacés, pendant leur minorité, comme conséquence de la Guerre civile, et qui ont développé la majeure partie de leur vie en dehors du territoire national⁴⁸ », concerne significativement les *Niños*. C'est également dans ce contexte qu'un premier projet d'échange entre la Belgique et l'Espagne concernant l'histoire des enfants de la guerre et de l'exil espagnol en Belgique a été mis en place⁴⁹.

[46] À noter que certaines publications produites dans le monde associatif veulent contribuer à la connaissance historique. Cf. Emilia Labajos Pérez et Fernando Vitoria García, *Los niños. Histoire d'enfants de la Guerre civile espagnole réfugiés en Belgique (1936-1939)*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1994 ; François Santín (préface), *Guerre civile d'Espagne, 1936-1939, La solidarité des socialistes (POB) liégeois*, Soumagne, 1999.

[47] Cf. notamment Th. Maurice, « La movida ou l'impossible mémoire du franquisme », *Esprit. Les historiens et le travail de mémoire*, n° 266-267, août-septembre 2000, pp. 103-118.

[48] *Boletín Oficial del Estado*, n° 68, 21 mars 2005.

[49] Suite à une exposition sur les *Niños* à Bruxelles en 2002, Ángeles Muñoz a lancé le projet *Exilio español en Bélgica* dans le cadre duquel d'une part ont été numérisées les archives concernant les *Niños* du Centre d'étude et de documentation guerre et sociétés contemporaines (CEGES, Bruxelles) et de l'AMSAB – *Instituut voor Sociale Geschiedenis* (Gand) pour être transmises au *Centro Documental de la Memoria Histórica de Salamanca* ; d'autre part ont été recueillis une trentaine d'entretiens filmés.